

Questions orales

M. Mulroney: Monsieur le Président, je trouve assez curieux que l'on me pose une question puis que dès l'instant où je m'apprête à y répondre, les libéraux se mettent à chahuter. Les agriculteurs vont sérieusement mettre en doute la sincérité de l'auteur de cette question sur un sujet si important.

À une question que me posait hier le chef de l'opposition, j'ai répondu que, pour donner suite à ma rencontre avec les agriculteurs à Winnipeg vendredi dernier, le ministre des Finances et le ministre de l'Agriculture allaient soumettre des recommandations au Cabinet—dès demain matin peut-être—et que peu de temps après j'aviserais la Chambre de leur contenu.

Le président de la Fédération canadienne de l'agriculture, Ralph Jespersen, a publié aujourd'hui un communiqué dans lequel il se dit très satisfait des engagements pris par le gouvernement et des déclarations qu'il a faites. Le ministre a fait remarquer que, face au très grave problème que connaît l'industrie agricole, nous avons déjà accru de 650 p. 100 l'aide accordée aux agriculteurs canadiens. Ce n'est pas l'idéal, j'en conviens. Les agriculteurs souffrent encore, et nous allons faire plus pour eux. Je crois cependant que mon ami sera d'accord pour dire que je suis nettement mieux disposé envers les agriculteurs et leur famille que ne l'était un de mes prédécesseurs qui avait déclaré: «Pourquoi devrais-je me charger de vendre votre blé?»

* * *

LES ÉLEVEURS DE PORCS

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, le premier ministre sait qu'il n'a pas encore tenu la promesse qu'il avait faite aux des agriculteurs canadiens.

Ma question s'adresse au premier ministre. Il devrait savoir que le gouvernement américain impose sur les porcs vivants des droits de 22 \$ par animal importé du Canada, ce qui représente une augmentation de 300 p. 100. Cela aura des conséquences désastreuses pour nos éleveurs de porcs qui connaissent déjà des temps difficiles et cela va clairement à l'encontre de l'Accord de libre-échange.

Le premier ministre va-t-il expliquer à la Chambre ce qu'il compte faire pour protéger nos éleveurs de porcs?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député, je sais, a une meilleure mémoire qu'il ne le prétend. Il se rappelle qu'il y a à peine quatre mois, grâce à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, nous avons pu prendre des mesures contre des pratiques commerciales déloyales du gouvernement des États-Unis. Nous avons exposé les faits et nous avons obtenu gain de cause.

Comme le sait le député, le troisième et le quatrième groupes d'étude ont conclu qu'il s'agissait d'une subvention. Nous discutons avec le Conseil canadien du porc pour utiliser la même méthode, à savoir la présentation des faits à un groupe d'étude responsable de l'application du chapitre 19. Lorsqu'on expose les faits, on accepte les recommandations ou les conclusions du groupe d'étude.

Nous disposons d'un mécanisme et nous allons exposer le problème conjointement avec l'industrie comme nous l'avons déjà fait, et nous avons obtenu gain de cause à ce moment-là.

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre.

Le premier ministre sait que le gouvernement des États-Unis subventionne ses éleveurs de porcs de différentes manières. Il a failli à ses engagements envers les Canadiens en négligeant d'obtenir une définition du terme subvention avant de signer l'accord de libre-échange. Maintenant, les États-Unis redéfinissent le terme quand et comme bon leur semble pour répondre à leurs besoins.

Je demande au premier ministre: Quand donc va-t-il tenir tête aux Américains au nom des Canadiens et obtenir des règles commerciales équitables avec les Américains?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député de l'opposition a demandé, à un moment donné, pourquoi nous ne définissions pas le terme subvention. J'attire son attention sur le mécanisme de règlement des différends dans l'Accord de libre-échange Canada—États-Unis dont l'efficacité a été reconnue même par lui et par les éleveurs de porcs. Je crois que nous allons continuer à utiliser le mécanisme pour définir ce qui constitue une subvention.

Nous travaillerons en collaboration avec les éleveurs de porcs dans le but de présenter les faits à un groupe d'étude qui prendra une décision après avoir pris connaissance de ces faits.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

Hier, le premier ministre de la Saskatchewan, Grant Devine, est venu le rencontrer à Ottawa. Le ministre peut-il nous dire si M. Devine a maintenant fini par comprendre la nécessité d'une troisième ligne d'assistance financière de 1,3 milliard de dollars? Et peut-il assurer à la Chambre que le programme d'aide qui sera annoncé vendredi visera précisément à combler le manque à gagner de 1,3 milliard de dollars en revenu net moyen pour la campagne agricole de 1990-1991 et qu'il ne fera pas